



TRAGÉDIE & ESPOIR

L'HISTOIRE CONTEMPORAINE DE NOTRE MONDE

TOME II : DU BOULEVERSEMENT DE L'EUROPE
AU FUTUR EN PERSPECTIVE

CARROLL QUIGLEY

TRAGÉDIE ET ESPOIR

—

L'HISTOIRE CONTEMPORAINE
DE NOTRE MONDE

TOME II

*Du bouleversement de l'Europe
au futur en perspective*

Discovery Publisher

Titre original : *Tragedy & Hope: A History of the World in Our Time*

1966, ©The Macmillan Company, ©Carroll Quigley

All rights reserved

Pour l'édition française :

©2021, Discovery Publisher

Tous droits réservés.

Aucune partie de ce livre ne peut être reproduite ou utilisée sous aucune forme ou par quelque procédé que ce soit, électronique ou mécanique, y compris des photocopies et des rapports ou par aucun moyen de mise en mémoire d'information et de système de récupération sans la permission écrite de l'éditeur.

Auteur : Carroll Quigley

Traduction : Andrea Julien, Alexandre Singbo, Matthieu Emont

Relecture : Alima Danfakha, Amélie Gutierrez, Marion Selim, Camille Christ



616 Corporate Way

Valley Cottage, New York,

www.discoverypublisher.com

editors@discoverypublisher.com

Fièrement pas sur Facebook ou Twitter

New York • Paris • Dublin • Tokyo • Hong Kong

TABLE DES MATIÈRES

XIII

Le bouleversement de l'Europe	3
L'Autriche infelix, 1933-1938	5
La crise tchécoslovaque, 1937-1938	23
1939, l'année des dupes	36

XIV

La Seconde Guerre mondiale: montée en force de l'agression, 1939-1941	57
Introduction	59
La bataille de Pologne, septembre 1939	64
Sitzkrieg, septembre 1939-mai 1940	66
La mobilisation allemande et le blocus économique des Alliés	67
Les régions frontalières soviétiques, septembre 1939-avril 1940	72
L'attaque allemande du Danemark et de la Norvège, avril 1940	81
La défaite de la France (mai-juin 1940) et le régime de Vichy	83
La bataille d'Angleterre, juillet-octobre 1940	92
L'Europe méditerranéenne et l'Europe de l'Est, juin 1940-juin 1941	95
La neutralité américaine et l'aide apportée à la Grande-Bretagne	106
L'attaque nazie sur la Russie soviétique, 1941-1942	120

XV

La Seconde Guerre mondiale: le déclin de l'agression, 1941-1945	129
--	------------

L'empire du soleil levant dans l'océan Pacifique jusqu'en 1942	131
L'inversion de la tendance, 1942-1943 : les îles Midway, El-Alamein, l'Afrique française et Stalingrad	145
La chute de l'Allemagne nazie, 1943-1945	154
La chute du Japon, 1943-1945	207

XVI

La nouvelle ère	231
Introduction	233
Rationalisation et science	237
Le modèle du XX ^e siècle	263

XVII

La rivalité nucléaire et la guerre froide 1945-1950	273
Les facteurs	275
Les origines de la guerre froide, 1945-1949	289
La crise en Chine, 1945-1950	307
Confusions américaines, 1945-1950	312

XVIII

La rivalité nucléaire et la guerre froide, 1950-1957	361
« Joe I » et le débat nucléaire américain, 1949-1954	363
La guerre de Corée et ses conséquences, 1950-1954	375
L'équipe d'Eisenhower, 1952-1956	391
La montée au pouvoir de Khrouchtchev, 1953-1958	410
La guerre froide en Asie de l'Est et du Sud, 1950-1957	445
L'Extrême-Orient	445
L'Asie du Sud-Est	446
L'Asie du Sud	454
Le Proche-Orient	467

XIX

La nouvelle ère, 1957-1964	491
L'accroissement de l'impasse nucléaire	493
Le changement dans l'équilibre des pouvoirs	494
Le dénouement de la guerre froide 1957-1963	500
La désintégration des superpuissances	515
L'Amérique latine : une course entre désastre et réforme	515
L'Extrême-Orient	552
Le miracle japonais	553
La Chine communiste	559
L'éclipse du colonialisme	583

XX

Tragédie et espoir : le futur en perspective	605
Le cours du temps	608
Les États-Unis et la crise de la classe moyenne	643
Ambiguïtés européennes	688
CONCLUSION	721

TRAGÉDIE ET ESPOIR

—

L'HISTOIRE CONTEMPORAINE
DE NOTRE MONDE

TOME II

*Du bouleversement de l'Europe
au futur en perspective*

XIII

LE BOULEVERSEMENT DE L'EUROPE

L'Autriche infelix, 1933-1938	5
La crise tchécoslovaque, 1937-1938	23
1939, l'année des dupes	36

L'Autriche infelix

1933-1938

L'Autriche, à la suite du traité de Saint-Germain, était si faible économiquement que sa survie ne tenait qu'à l'aide financière de la Société des Nations et des États démocratiques occidentaux. Sa région peuplée avait été réduite au point de ne comporter guère plus que la grande ville de Vienne et la banlieue vaste et inappropriée qui l'entourait. La ville, dotée d'une population de deux millions de personnes dans un pays dont la population était passée de 52 à 6,6 millions, avait été auparavant le centre d'un grand empire, et était désormais le fardeau d'une petite principauté. De plus, le nationalisme économique des états successeurs tels que la Tchécoslovaquie séparait cette zone du Danube inférieur et des Balkans d'où le gouvernement avait pu trouver son approvisionnement alimentaire lors de la période précédant la guerre.

Pire encore, la ville et la campagne l'entourant étaient antinomiques par rapport à leurs perspectives sur tous les problèmes politiques, sociaux ou idéologiques. La ville était socialiste, démocratique, anticléricale, voire antireligieuse, pacifiste, et progressiste, selon le sens du mot « progrès » au XIX^e siècle, alors que le pays était catholique, voire religieux, ignorant, intolérant, belligérant et rétrograde.

Chaque zone avait son propre parti politique, les chrétiens socialistes à la campagne et les sociaux-démocrates en ville. Les deux étaient si bien équilibrés qu'aucun des deux partis n'obtenait moins de 35 % des voix ou plus de 49 % du total des votes au cours des cinq élections qui eurent lieu de 1919 à 1930. Cela signifiait que la répartition du pouvoir au Parlement tombait entre les mains des partis mineurs insignifiants tels que les pangermanistes, ou la fédération des agriculteurs. Comme ces groupes mineurs s'étaient unis aux chrétiens socialistes à partir de 1920, la dichotomie entre la ville et la campagne se transforma en une séparation entre le gouvernement de la capitale (dominé par les sociaux-démocrates) et le gouvernement fédéral (dominé par les chrétiens socialistes).

Les sociaux-démocrates, bien que radicaux et marxistes dans leurs discours, étaient très démocratiques et modérés dans leurs actions. Aux rênes du pays entier de 1918 à 1920, ils réussirent à faire la paix, à écraser la menace du bolchévisme venue de la Hongrie à l'ouest ou de la Bavière au nord, à établir une constitution démocratique donnant une autonomie considérable aux États locaux (anciennes provinces), et à pousser ce nouveau pays en l'aidant à devenir un État-providence du XXI^e siècle. Ce succès pouvait être observé dans l'incapacité des communistes à s'établir après 1919, ou à avoir un membre élu au Parlement. D'autre part, les sociaux-démocrates n'avaient pas réussi à concilier leur envie de s'allier à l'Alle-

magne (appelée *Anschluss*) avec le besoin d'aide financière de la part des puissances de l'Entente qui s'opposaient à ce rapprochement.

Un accord entre les pangermanistes et les chrétiens socialistes afin de mettre l'*Anschluss* au placard et de se concentrer sur l'obtention d'aide financière de l'Entente victorieuse, offrait la possibilité de renverser la coalition officiant au cabinet de Michael Mayr en juin 1921, et de le remplacer par une alliance entre pangermanistes et chrétiens socialistes dirigée par le pangermaniste Johann Schober. En mai 1922, cette alliance s'inversa quand le chef des chrétiens socialistes, Monseigneur Ignaz Seipel, un prêtre catholique, devint chancelier. Seipel fut à la tête du gouvernement fédéral autrichien jusqu'à sa mort en août 1932, et ses politiques furent poursuivies par ses disciples, Dollfuss et Schuschnigg. Seipel réussit à reconstruire financièrement le pays en contractant des prêts internationaux auprès des puissances victorieuses de 1918. Il y parvint malgré la mauvaise cote de crédit de l'Autriche, en insistant sur le fait qu'il ne pourrait pas empêcher l'*Anschluss* si l'Autriche faisait faillite.

Pendant ce temps, les sociaux-démocrates qui contrôlaient la ville et l'état de Vienne se lancèrent dans un formidable programme de sécurité sociale. Le vieux système monarchique de taxes indirectes fut remplacé par un système de taxes directes qui pesaient lourdement sur les nantis. Grâce à une administration honnête, efficace et à un budget équilibré, les conditions de vie des pauvres furent transformées. On le remarquait en particulier au niveau du logement. Elles étaient déplorables avant 1914. En 1917, un recensement révéla que 73 % de tous les appartements étaient des « pièces uniques » (plus de 90 % des appartements des ouvriers en étaient), et parmi ces appartements, 92 n'avaient pas d'installations sanitaires, 95 % n'avaient pas l'eau courante, et 77 % n'avaient ni électricité ni gaz ; beaucoup n'avaient pas d'aération extérieure. Bien que cette pièce unique fût plus petite que quatre mètres sur cinq, 17 % avaient des sous-locataires, partageant en général le lit. À cause de ce manque de logement, les maladies (en particulier la tuberculose) et le crime se répandaient, et le marché immobilier explosa avec une hausse de plus de 2500 % entre 1885 et 1900. Ces conditions économiques furent maintenues par un système politique largement antidémocratique dans lequel seulement 83 000 personnes, sélectionnées sur le critère de propriété, avaient le droit de vote et où les 5500 plus riches avaient le droit de choisir un tiers des sièges du conseil municipal.

Les sociaux-démocrates arrivèrent en 1918 dans cette situation. Entre 1918 et 1933, ils firent construire 60 000 logements, en grande partie des immeubles. Ceux-ci avaient des planchers en bois, des fenêtres donnant sur l'extérieur, le gaz, l'électricité, et des installations sanitaires. Dans ces grands lotissements, plus de la moitié de la place était laissée libre pour y installer des parcs ou des terrains de jeu, et on avait accès à des buanderies, des crèches, des bibliothèques, des cliniques, des bureaux de poste et toutes autres formes de commodités. Le Karl Marx Hof, l'un des plus grands immeubles de ce type, ne couvrait que 18 % de son terrain, mais il contenait 1400 appartements qui abritaient 5000 personnes. Ces immeubles furent

construits avec une telle efficacité que le coût moyen par appartement n'était que de 1650 dollars. Comme le loyer ne devait couvrir que la maintenance et non les coûts de construction (qui venaient des taxes), le loyer moyen était de moins de deux dollars par mois. Ainsi, les pauvres de Vienne ne dépensaient qu'une petite partie de leur revenu dans le loyer, moins de 3 %, comparés aux 25 % à Berlin et aux environs de 20 % à Vienne avant la guerre. De plus, toutes sortes de commodités gratuites ou peu chères étaient fournies par la ville, telles que les soins médicaux, les soins dentaires, l'éducation, les bibliothèques, les loisirs, les sports, les repas scolaires et la maternité.

Alors que tout ceci se passait à Vienne, le gouvernement fédéral de l'alliance chrétienne socialiste et pangermaniste sombrait de plus en plus dans la corruption. Une enquête parlementaire révéla que des fonds publics étaient détournés vers des banques et usines contrôlées par des partisans de Seipel, malgré tous les efforts du gouvernement pour cacher les faits. Quand le gouvernement fédéral riposta avec sa propre enquête des finances de la ville de Vienne, il dut rapporter qu'elles étaient admirablement bien tenues. Tout ceci aida à accroître l'attrait pour les sociaux-démocrates à travers toute l'Autriche, malgré leur orientation antireligieuse et matérialiste. Cela fut évident, car on constata une augmentation constante des votes pour les socialistes, qui passèrent de 35 % des votes totaux en 1920 à 39,6 % en 1923, à 42 % en 1927. Pendant ce temps-là, le nombre de sièges occupés par des chrétiens socialistes au Parlement chuta de 85 en 1920 à 82 en 1923, puis à 73 en 1927 et à 66 en 1930.

En 1927, Monseigneur Seipel créa une « *Etnotna lista* » regroupant tous les groupes antisocialistes possibles, mais il ne parvint pas à renverser la tendance. L'élection permit à son parti de récupérer 73 sièges, contre 71 pour les sociaux-démocrates, 12 pour les pangermanistes, et neuf pour la fédération des agriculteurs. En conséquence, Seipel entreprit de commencer un projet très dangereux. Il chercha à transformer la constitution autrichienne en dictature présidentielle, et s'en servir pour restaurer la maison de Habsbourg au sein d'un état corporatif fasciste. Comme le moindre changement à la constitution nécessitait une majorité de deux tiers des votes du Parlement ou l'opposition et que les sociaux-démocrates détenaient 43 % des sièges, Monseigneur Seipel essaya de briser cette opposition en motivant le développement d'une milice armée réactionnaire, l'*Heimwehr* (Garde locale). Le projet échoua en 1929, quand les changements apportés à la constitution par Seipel furent majoritairement rejetés par le Parlement. En fin de compte, cet échec poussa à utiliser des méthodes illégales, une tâche qui incombait au successeur de Seipel, Engelbert Dollfuss, de 1932 à 1934.

L'*Heimwehr* fit sa première apparition en 1918-1919, en tant que groupe de paysans armés et de soldats formés sur les marges du territoire autrichien pour résister aux intrusions italiennes, slaves et bolchéviques. Une fois ce danger écarté, leur existence perdura en tant qu'organisation informelle de groupes réactionnaires armés, financée dans un premier temps par les mêmes groupes de l'armée allemande qui finançaient les nazis en Bavière à cette époque (1919-1924). Plus

tard, ces groupes se firent financer par les industriels et les banquiers pour servir d'arme contre les syndicats, et après 1927 par Mussolini dans le cadre de ses projets de révisionnisme pour la zone danubienne. Dans un premier temps, ces troupes de l'*Heimwehr* étaient indépendantes et avaient chacune leur propre chef dans différentes régions. Après 1927, elles commencèrent à se regrouper, bien qu'une rivalité certaine fût toujours présente parmi les différents chefs. Ces chefs étaient des membres des partis chrétiens socialistes ou pangermanistes et avaient quelques fois des liens avec Habsbourg. Les chefs étaient Anton Rintelen et Walter Pfrimer en Styrie, Richard Steidle dans le Tyrol, le prince Ernst Rüdiger von Starhemberg en Haute-Autriche, et Emil Fey à Vienne. Alors que le mouvement s'unifiait, le « chef d'état-major » de ce mouvement, un meurtrier multirécidiviste et repris de justice d'Allemagne, fut Waldemar Pabst, qui avait pris part à beaucoup de meurtres politiques commandés par les nationalistes en Allemagne au cours des années 1919-1923.

Ces organisations s'entraînaient ouvertement en formation militaire, manifestaient chaque semaine de façon provocative dans les zones industrielles des villes, déclaraient ouvertement leur volonté de détruire la démocratie, les syndicats et les socialistes et de forcer le changement de constitution, et attaquaient et tuaient leurs opposants.

Les initiatives de Seipel afin de réformer la constitution en utilisant l'*Heimwehr* pour faire pression sur les sociaux-démocrates échouèrent en 1929, même s'il réussit en quelque sorte à rendre le président chrétien-démocrate, Wilhelm Miklas, plus puissant. Au même moment, Seipel refusa une offre des sociaux-démocrates proposant le désarmement et la dissolution de l'*Heimwehr* ainsi que de la milice sociale-démocrate, la *Schutzbund*.

À cause de sa stratégie, Seipel se mit à dos ses partisans pangermanistes et de la fédération des agriculteurs, ce qui lui valut la perte de la majorité à la chambre. Elle démissionna en septembre 1930. En utilisant les nouvelles réformes constitutionnelles qui avaient été votées l'année précédente, Seipel créa un cabinet « présidentiel », un gouvernement minoritaire, de chrétiens socialistes et de membres de l'*Heimwehr*. Pour la première fois, ce groupe avait accès à des postes ministériels, et pas les plus rassurants vu que Starhemberg devint ministre de l'Intérieur (qui dirigeait la police), et Franz Hüber, un autre dirigeant de l'*Heimwehr*, devint ministre de la Justice. Tout ceci fut mis en place malgré le fait que l'*Heimwehr* venait de passer un serment devant son organisation qui forçait ses membres à rejeter la démocratie parlementaire et y préférer un État « dirigé » par un parti unique coopératif. À compter de cet instant, la constitution fut constamment bafouée par les chrétiens socialistes.

De nouvelles élections furent demandées en novembre 1930. Starhemberg promit à Pfrimer qu'il lancerait un *putsch* pour empêcher les élections, et Starhemberg annonça publiquement : « Maintenant que nous sommes là, nous ne laisserons pas le contrôle à quelqu'un d'autre, peu importe le résultat des élections. » Cependant, le chancelier Karl Vaugoin était convaincu que son groupe gagnerait les élections, ainsi

il mit son veto au *putsch*. Le ministre de la Justice, Hüber, fit saisir les papiers des pangermanistes, des agriculteurs, des dissidents chrétiens socialistes, ainsi que des sociaux-démocrates, durant la campagne, prétextant qu'ils étaient « bolchéviques ». Les élections se tinrent dans la confusion causée par ces actions contradictoires, cela fut la dernière élection dans l'Autriche d'avant-guerre. Les chrétiens socialistes perdirent sept sièges, tandis que les sociaux-démocrates en gagnèrent 1. Ces derniers en avaient 72 alors que les premiers en avaient 66, l'*Heimwehr* en avait 8, et le bloc pangermaniste et agriculteurs en avait 19. Le gouvernement minoritaire de Seipel démissionna servilement, remplacé par un gouvernement chrétien socialiste plus modéré, dirigé par Otto Ender et avec le soutien de l'alliance pangermanistes-agriculteurs.

En juin 1931, même si Seipel essaya à nouveau de former un gouvernement, il ne réussit pas à obtenir suffisamment de soutien, et les coalitions faibles des chrétiens socialistes et des pangermanistes continuèrent malgré une révolte de l'*Heimwehr* menée par Pfrimer en septembre 1931. Pfrimer et ses partisans furent jugés pour trahison et acquittés. On ne fit pas d'efforts pour récupérer leurs armes, et il devint vite évident que la coalition chrétienne socialiste, poussée par ses propres affinités et sa peur de la violence de l'*Heimwehr*, préparait une attaque sur les sociaux-démocrates et les syndicats. Ces attaques s'intensifièrent après mai 1932, quand un nouveau cabinet arriva au pouvoir, avec Dollfuss en tant que chancelier et Kurt Schuschnigg en tant que ministre de la Justice. Le cabinet n'avait une majorité que d'un vote au Parlement, à 83 contre 82, et dépendait entièrement des huit députés *Heimwehr* pour avoir la majorité. Comme ils savaient qu'ils perdraient, les chrétiens socialistes ne voulaient pas déclencher d'élection. Comme ils avaient la ferme intention de régner, ils restèrent au pouvoir, bafouant la loi et la constitution.

Bien que les nazis devinssent de plus en plus forts et violents jour après jour en Autriche, la coalition chrétienne-socialiste-*Heimwehr* passait son temps à détruire les sociaux-démocrates. La milice de l'*Heimwehr* s'en prenait aux socialistes dans les zones industrielles des villes, arrivant en train dans les zones rurales à ce but, et le gouvernement chrétien socialiste réprimait ensuite les sociaux-démocrates pour ces « problèmes. » En octobre 1932, après l'un de ces événements, Dollfuss nomma Ernst Fey, le chef de l'*Heimwehr*, secrétaire d'État (puis ministre par la suite) de la sécurité civile en commandant toutes les forces de police d'Autriche. Cela permit à l'*Heimwehr* d'avoir en plus des huit sièges au Parlement, trois sièges au cabinet. Fey interdit immédiatement tout rassemblement excepté ceux de l'*Heimwehr*. À partir de ce moment, la police fit des descentes et détruisait systématiquement les propriétés des sociaux-démocrates et des syndicats en prétextant « chercher des armes ». Le 4 mars 1933, le gouvernement Dollfuss perdit le vote au Parlement à un vote d'écart, à 81 contre 80. Ils rejetèrent un vote pour « problème technique » et se servirent du soulèvement qui suivit comme une excuse pour empêcher par la force que le Parlement se rassemble.

Dollfuss gouvernait par décret, en utilisant la loi de l'empire des Habsbourg datant de 1917. Cette loi permettait au gouvernement de prendre des ordon-

nances économiques d'urgence en temps de guerre si elles étaient approuvées par le Parlement durant la période établie ultérieurement. L'empire des Habsbourg et la guerre avaient tous deux pris fin, et les décrets de Dollfuss ne concernaient pas des problèmes économiques ni n'obtenaient l'accord du Parlement dans la période définie, mais le gouvernement utilisa cette méthode pendant des années. Les premiers décrets mirent fin à tous les rassemblements, censuraient la presse, suspendaient les élections locales, créaient des camps de concentration, ruinaient les finances de la ville de Vienne en interférant arbitrairement avec la collecte des taxes et les frais, détruisaient la Cour suprême constitutionnelle pour l'empêcher d'étudier les actions du gouvernement, et rétablissaient la peine de mort. Ces décrets étaient en général appliqués uniquement contre les sociaux-démocrates et non contre les nazis ou l'*Heimwehr*, qui plongeait le pays dans le chaos. Quand le maire socialiste de Vienne décida la dissolution de l'unité de l'*Heimwehr* dans la ville, sa décision fut immédiatement rejetée par Dollfuss.

En mai, la conférence du parti chrétien socialiste ne parvint pas à élire Dollfuss comme dirigeant du parti. Il annonça immédiatement que le Parlement ne serait jamais restauré et que tous les partis politiques seraient fusionnés l'un après l'autre en un nouveau parti unique, le « Front patriotique ». À partir de ce moment, Dollfuss et son successeur Schuschnigg essayèrent petit à petit d'instaurer une dictature personnelle. Ce ne fut pas simple, car ils étaient opposés aux sociaux-démocrates (qui insistaient sur la restauration de la constitution), aux pangermanistes et leurs successeurs nazis (qui voulaient s'unir avec l'Allemagne de Hitler), et à l'*Heimwehr* (qui avait le soutien de l'Italie et voulait un état fasciste pour dominer la région danubienne).

Tandis que Dollfuss continuait de s'en prendre aux ouvriers, les nazis commencèrent à s'attaquer à lui et à l'*Heimwehr*. Le mouvement nazi en Autriche était dirigé et financé directement par l'Allemagne. Il prit part à des attaques d'envergure, des défilés, des attentats et des assauts meurtriers visant les partisans du gouvernement. En mai 1933, Hitler asphyxia financièrement l'Autriche en introduisant une taxe de 1000 marks pour tous les touristes allemands voulant aller en Autriche. Le 19 juin, Dollfuss fit des nazis des hors-la-loi, il fit arrêter leurs dirigeants et bannit « l'inspecteur général d'Autriche » de Hitler. Le parti nazi dut se cacher, mais continua ses atrocités, avec notamment des centaines d'attentats et des milliers d'actes de vandalisme. En juin 1933, ils tentèrent d'assassiner Steidle et Rintelen, et ils parvinrent, en octobre, à blesser Dollfuss.

Face aux atrocités des nazis, Dollfuss continua sa destruction méthodique des socialistes. À partir de 1930, et certainement depuis 1927, Mussolini fournissait des armes à la Hongrie et à l'*Heimwehr* en Autriche. Les sociaux-démocrates, soutenus par la Tchécoslovaquie et la France, y étaient opposés. En janvier 1933, le syndicat de cheminots socialistes révéla qu'un chargement de 50 000 fusils et 200 mitraillettes avait été envoyé par Mussolini et était en route pour la Hongrie et l'*Heimwehr*. En raison de la controverse, un message corédigé par les Britanniques et les Français, adressant la violation du traité de paix et ordonnant que les armes

soient renvoyées en Italie ou détruites, fut envoyé à Dollfuss, qui le rejeta. À la place, Dollfuss passa un marché avec Mussolini pour obtenir de l'aide contre les nazis par le biais de l'*Heimwehr* et afin de détruire les socialistes en Autriche. En mars 1933, Dollfuss proscrit la Garde républicaine, la milice du parti socialiste, accueillit l'*Heimwehr* dans son cabinet, et mit fin au Parlement.

En réponse aux actions continues des nazis en 1933, Dollfuss avait besoin de plus de soutien de la part de Mussolini et de l'*Heimwehr*, le gouvernement commença à préparer l'abolition totale du mouvement socialiste. Fin janvier 1934, l'*Heimwehr* reçut des ordres et commença à occuper les quartiers généraux des syndicats, les bâtiments des socialistes et les mairies de plusieurs villes de province. Le 10 février, Fey fit arrêter les dirigeants de la milice socialiste, et le lendemain, il tint un discours devant l'*Heimwehr* où il déclara « Le chancelier Dollfuss est notre homme, demain nous irons travailler, et nous ferons un travail minutieux. »

Des massacres avaient déjà eu lieu en province, et, le 12 février, lorsque Fey attaqua les ouvriers à Vienne dans leurs centres syndicaux, leurs sièges socialistes, et leurs immeubles, une bataille à grande échelle éclata. Le gouvernement avait un avantage impressionnant en se servant de l'armée nationale ainsi que de l'*Heimwehr* et de la police, et en mobilisant son artillerie pour détruire les grands immeubles. Le 15 février, les combats avaient pris fin, le parti socialiste et ses syndicats étaient bannis, leurs journaux avaient été déclarés illégaux, on comptait des centaines de morts et des milliers étaient dans des camps de concentration ou en prison, des milliers d'autres étaient dans le besoin économique, le gouvernement local de Vienne se vit remplacé par un « commissaire fédéral », tous les bénéfices, accès au sport et mouvements éducatifs à destination des ouvriers furent stoppés, et les propriétés de valeur de ces organisations furent transférées aux organisations plus favorisées telles que l'*Heimwehr* et les groupes catholiques. Peu de temps après, les loyers augmentèrent dans les immeubles socialistes, les locataires furent obligés de payer pour des services qui étaient auparavant gratuits (y compris la collecte des ordures ménagères), les ouvriers furent forcés de rejoindre le front patriotique, et même les ouvriers socialistes furent forcés de chercher un emploi par le biais de bureaux d'emploi tenus par les syndicats catholiques.

Le 24 avril 1934, une nouvelle constitution fut introduite, sous l'état d'urgence économique de 1917. Elle modifiait le statut de l'Autriche, à l'époque une « République démocratique », en un « état fédéral chrétien, germanique, corporatif ». Cette constitution était à la fois frauduleuse et illégale, et les efforts de Dollfuss afin de la rendre plus conforme à la loi, voire moins frauduleuse, avaient l'effet opposé. Dollfuss signa un concordat avec le Vatican en juin 1933. Comme le Saint-Siège voulait que cet accord soit approuvé par le Parlement, Dollfuss décida de faire d'une pierre deux coups en convoquant un reste du vieux Parlement pour accepter ce document, finir la session avortée du 4 mars 1933, et accepter les 471 décrets qu'il avait introduits depuis cette date. Parmi ces décrets se trouvait la nouvelle constitution de 1934. Comme le gouvernement assurait que l'ancienne constitution n'avait jamais été suspendue ou violée, la nouvelle constitution de-

vait être acceptée soit par le plébiscite soit par un vote des deux tiers de l'ancien Parlement avec au moins la moitié de ses membres présents. Cela eut lieu le 30 avril 1934, les nombreuses lois ayant été acceptées par une petite partie de l'ancien Parlement. Comme on empêchait les socialistes d'y participer et que les pangermanistes refusaient d'y venir, seuls 76 sièges étaient occupés sur les 165, et une partie vota contre les lois proposées.

La nouvelle constitution n'eut pas d'importance réelle, car le gouvernement continuait de gouverner par décret, et la bafouait à volonté. Par exemple, un décret du 19 juin 1934 privait les tribunaux de leur pouvoir constitutionnel de juger la constitutionnalité des choix du gouvernement avant le 1^{er} juillet 1934.

Le caractère corporatif de la nouvelle constitution était une vaste supercherie. Dans beaucoup de domaines, aucun collectif n'avait été établi, et là où ils avaient été établis, les membres étaient nommés et non pas élus comme le décrivait la loi, et dans la majeure partie des cas, ils ne faisaient rien. À la place, tout le système bancaire et industriel se retrouva infesté de bureaucrates du front patriotique. À cause de la crise mondiale et d'une mauvaise gestion, les banques autrichiennes s'effondrèrent entre 1931 et 1933, précipitant encore plus la crise économique mondiale. Le gouvernement autrichien prit le contrôle de ces banques et remplaça petit à petit leurs effectifs, en particulier les employés juifs, par des valets du parti. Comme les banques contrôlaient près de 90 % des sociétés industrielles du pays, ces valets purent placer leurs amis à tous les échelons du système économique. En 1934, sauf rares exceptions, plus rien ne pouvait se faire dans le domaine commercial sans avoir des « amis » dans le gouvernement, et tout était possible avec ces « amis ». Cette « amitié » s'obtenait facilement par la corruption, et on vit ainsi les entreprises verser ponctuellement de l'argent sur les comptes des personnalités politiques. Début 1936, le scandale éclata en plein jour quand il fut révélé que la compagnie d'assurance Phénix (dont Vaugoin, ancien chancelier et dirigeant du parti chrétien socialiste, était le président) avait perdu 250 millions en cadeaux et « prêts » donnés en guise de pot-de-vin. Le gouvernement dut avouer ce fait, et publia une liste des groupes politiques et des politiciens qui avaient reçu en tout moins de trois millions de shillings. Cela n'expliquait pas tout l'argent perdu. Aucune explication ne fut trouvée. Des poursuites légales furent entamées contre vingt-sept personnes, mais le gouvernement de Schuschnigg ne jugea aucune de ces personnes.

La corruption se répandit dans tout le gouvernement jusqu'à arriver à un point où, comme le disait Starhemberg : « Personne ne savait plus à qui faire confiance, et même les plus incroyables suspicions trouvaient une justification. » L'affront des nazis fut renforcé en mai et juin 1934, jusqu'au point où on pouvait compter en moyenne quinze attentats par jour. Le 12 juillet, le gouvernement mit en place par décret la peine de mort pour les auteurs des attentats. Les nazis menacèrent d'effectuer un *putsch* à la première condamnation de ce genre. La première condamnation fut effectuée le 24 juillet, mais contre un *socialiste* de vingt-deux ans après un procès sommaire. Le même jour, la police et le front patriotique reçurent

un rapport de leurs espions disant que les nazis préparaient une attaque pour le lendemain. Tous les détails furent transmis à Fey, mais lui et Dollfuss passèrent la soirée à débattre d'un potentiel soulèvement socialiste. Le rassemblement du cabinet prévu le 25 juillet fut repoussé à cause de cette alerte, mais aucun effort ne fut fait pour protéger les ministres. À environ 13 heures, 154 nazis débarquèrent de huit camions de transport et se précipitèrent dans la chancellerie sans tirer le moindre coup de feu. Ils assassinèrent Dollfuss et s'enfermèrent à l'intérieur. Un autre groupe de nazis prit possession de la station de radio de Vienne et annonça un nouveau gouvernement dont Rintelen était le chancelier. Il y eut aussi quelques soulèvements nazis sporadiques en province lors desquels des vingtaines de personnes furent tuées. La « Légion autrichienne » nazie en Allemagne et le gouvernement allemand n'osèrent pas se déplacer à cause d'un avertissement strict de Mussolini disant qu'il envahirait l'Autriche par le sud s'ils le faisaient.

Après six heures de négociations au cours desquelles Fey et le ministère allemand servaient d'intermédiaires, les hommes assiégés dans la chancellerie en furent délogés et déportés en Allemagne. Quand la mort de Dollfuss fut découverte, treize personnes furent exécutées et un grand nombre emprisonné ; toutes les organisations nazies furent fermées et leurs activités suspendues. Au même moment, ceux qui avaient tenté de prévenir le gouvernement de ce complot ou de l'empêcher furent arrêtés et quelques-uns tués (dont l'espion de la police qui avait fourni des détails spécifiques la veille du crime).

Schuschnigg et l'*Heimwehr* se partagèrent le gouvernement après la mort de Dollfuss. Chacun prit quatre sièges au cabinet. Schuschnigg était chancelier du gouvernement et vice-président du front patriotique, alors que Starhemberg était président du Front patriotique et vice-chancelier du gouvernement.

À partir de juillet 1934, Schuschnigg essaya de se débarrasser de l'*Heimwehr*, en particulier de Starhemberg, afin de créer une dictature purement personnelle avec un parti unique, un syndicat, et une politique : satisfaire les nazis sans céder de pouvoir ou de position essentielle, afin de maintenir les socialistes en difficulté et d'obtenir autant de soutien de la part de Mussolini que possible.

Nous avons évoqué le fait que Dollfuss et Schuschnigg avaient trois opposants en 1932 : les socialistes, les nazis et l'*Heimwehr*. Ils voulaient les détruire dans cet ordre en utilisant la puissance de ceux qui n'étaient pas encore détruits contre les autres, ainsi que celle des chrétiens socialistes. Au fur et à mesure des démarches, ils essayèrent également de détruire les chrétiens socialistes, en regroupant tous ces groupes en un parti politique unique, amorphe et dénué de sens, le front patriotique. Le but du parti était de mobiliser le soutien pour les deux dirigeants. Il n'avait pas de principe politique à proprement parler et n'était absolument pas démocratique, obligé d'appliquer les décisions du « chef ». Tout le monde, peu importe leur croyance politique, y compris les nazis, les catholiques, les communistes, et les socialistes, fut forcé de rejoindre le parti sous une forte pression politique, sociale et économique. Résultat : toute morale politique fut anéantie, l'intégrité publique fut ruinée, et une grande partie de la population active politiquement

se retrouva forcée de rejoindre les deux groupes extrémistes qui opéraient en secret, les nazis et les communistes, et beaucoup plus de monde rejoignit ce premier groupe. Même les socialistes, afin de ne pas laisser partir leurs membres énervés chez les communistes, durent adopter une attitude plus révolutionnaire. Comme tout se déroulait secrètement, et que le champ était libre pour des slogans futiles, des avantages matérialistes grossiers, et des expressions pieuses de vertu, personne ne savait vraiment ce que les autres pensaient, ni à qui faire confiance.

La perte du soutien de l'Italie pour l'*Heimwehr* et pour une Autriche indépendante à la suite de l'incident d'Éthiopie avait permis à Schuschnigg de se débarrasser de Starhemberg et de sa milice et l'avait forcé à se montrer conciliant avec les nazis. Fey fut évincé du gouvernement en octobre 1935. Un supplément politique aux protocoles de Rome fut signé par l'Autriche, l'Italie et la Hongrie le 23 mars 1936. Il impliquait que les pays signataires ne passeraient pas d'accord avec un pays non-signataire pour changer la situation politique de la région danubienne sans avoir consulté les autres pays signataires. En avril, l'Autriche copia l'Allemagne et se mit un peu plus à dos la France et la Petite Entente, en annonçant la mise en place du service militaire général. Le même mois, Schuschnigg ordonna le désarmement de la milice catholique. En mai 1936, trois membres de l'*Heimwehr*, dont Starhemberg, furent évincés du cabinet, et Starhemberg fut démis de ses fonctions de dirigeant du front patriotique. Une semaine plus tard, une série de décrets ordonna le désarmement de l'*Heimwehr*, la création d'une milice armée pour le front patriotique qui serait la seule milice armée du pays, déclarant que désormais le dirigeant du front et le chancelier seraient une seule et unique personne, et donnant au chancelier le droit de désigner les dirigeants de toutes les unités politiques locales et d'autoriser leur nomination. Ces décrets interdirent tout défilé et rassemblement jusqu'au 30 septembre, et déclarèrent que le front patriotique était « une fondation autoritaire », une personne légale, et « le seul et unique instrument pour la formation de l'engagement politique dans l'État ».

Schuschnigg, dont la position en Autriche était « renforcée », et face à la pression de Mussolini le poussant à faire la paix avec Hitler, signa un accord le 11 juillet 1936 avec Franz von Papen, le ministre allemand. Selon la partie de l'accord publiée, l'Allemagne reconnaissait l'indépendance de l'Autriche et sa souveraineté, chaque pays faisait la promesse de ne pas intervenir dans la politique intérieure de l'autre, l'Autriche reconnaissait être un État allemand, et des accords supplémentaires visant à calmer la tension existante avaient été promis. Dans des accords secrets passés au même moment, l'Autriche promettait l'amnistie pour les prisonniers politiques, promettait d'installer les nazis dans des postes à « responsabilité politique », afin qu'ils aient les mêmes droits politiques que les autres Autrichiens et de permettre aux Allemands en Autriche d'utiliser leurs symboles et hymnes nationaux en tant que citoyens d'État tiers. Les deux États supprimaient les restrictions financières et autres restrictions concernant les touristes. La proscription mutuelle sur les journaux dans les deux États fut levée, de sorte que cinq journaux allemands désignés puissent être publiés en Autriche et que cinq journaux autrichiens soient autorisés

sur le sol allemand. D'autres paragraphes promettaient des concessions mutuelles en ce qui concerne les relations culturelles et économiques.

Les relations austro-allemandes des dix-huit mois suivants furent dominées par cet accord, l'Allemagne, par le biais de Papen, essayant de gagner petit à petit du terrain, alors que Schuschnigg cherchait à faire tenir parole à l'Allemagne quant à sa reconnaissance de la souveraineté de l'Autriche et sa promesse de ne pas intervenir dans les affaires politiques intérieures en Autriche. À la fin de cette période, l'Allemagne insista sur le fait que, comme les nazis autrichiens étaient des Allemands, leurs envies et activités ne ressortaient pas d'un problème intérieur à l'Autriche, mais d'un problème allemand.

Les documents secrets publiés depuis 1945 indiquent clairement que l'Allemagne n'avait pas de plan d'annexion de l'Autriche minutieusement préparé, et qu'elle n'encourageait pas les nazis en Autriche à avoir recours à la violence. Au lieu de cela, les nazis autrichiens étaient limités à la propagande afin de gagner des places au cabinet et d'étendre pacifiquement et petit à petit l'influence nazie. Au même moment, des mesures militaires demeuraient en réserve, prêtes à être utilisées si besoin. Des barbares des instances inférieures du parti nazi en Allemagne encourageaient toutes formes de violences en Autriche, mais ce n'était assurément pas le cas des vrais dirigeants. Ces derniers demandèrent à von Papen d'essayer d'obtenir au moins deux années de paix en 1936, et ils démentirent les barbares qui s'y opposaient de leurs fonctions dans l'organisation nazie autrichienne. De cette manière, le plan Tav des nazis autrichiens jugé violent fut remplacé par le plan Keppler, fondé sur une pénétration graduelle et pacifique par Papen et l'homme politique autrichien Artur von Seyss-Inquart.

L'invasion de l'Autriche, qui eut lieu aussi tôt que le 12 mars 1938, ainsi que son annexion immédiate, furent deux surprises plaisantes, même pour les dirigeants nazis en Allemagne, et cela fut le résultat de multiples circonstances propices et inattendues. En conséquence, la décision de l'invasion ne fut pas prise avant le 10 mars 1938, et même à ce moment, elle était conditionnelle, alors que la décision d'annexer le pays ne fut pas prise avant le 12 mars à midi, par Hitler lui-même, et n'était connue ni de Ribbentrop ni de Göring, avant le 12 mars à 22 h 30. Les circonstances qui rendirent possible cette accélération inattendue du plan allemand étaient fondées sur deux éléments : (1) la situation internationale et (2) les événements en Autriche. Nous allons les aborder dans l'ordre.

En ce qui concerne les événements politiques évidents, 1937 fut la première année calme après 1933. Mais la saisie et la publication de divers documents secrets nous permettent de savoir que l'année 1937 fut un tournant décisif, car cette année-là, le gouvernement allemand et le gouvernement britannique prirent des décisions secrètes qui scellèrent le sort de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie et dominèrent l'histoire des trois années qui suivirent.

La décision prise par le gouvernement allemand (c'est-à-dire par Hitler) était de se préparer à une agression militaire contre la Tchécoslovaquie et l'Autriche qui devait avoir lieu avant 1943-1945, probablement en 1938. Cette décision fut an-

noncée par Hitler le 5 novembre 1937 lors d'une réunion secrète avec six autres personnes. Parmi ceux présents, autres que Hitler et son aide, le colonel Hossback, se trouvaient le ministre de la Guerre (Werner von Blomberg), les commandants en chef de l'armée (Werner von Frisch), de la marine (Erich Raeder), et de l'armée de l'air (Hermann Göring), et le ministre des Affaires étrangères (Konstantin von Neurath). Il apparaît évident en regard de quelques déclarations de Hitler qu'il avait déjà reçu certaines informations concernant les décisions prises en secret par Chamberlain du côté britannique, par exemple, il avait annoncé catégoriquement que la Grande-Bretagne voulait satisfaire les ambitions colonialistes de l'Allemagne en leur donnant des zones hors de l'Empire britannique, comme l'Angola appartenant au Portugal, on sait maintenant que Chamberlain y pensait, en effet. En outre, Hitler avait assuré à son audience qu'il « était presque certain que la Grande-Bretagne, et probablement aussi la France, avaient déjà tacitement rayé les Tchèques du tableau et étaient d'avis que la question serait réglée en temps voulu par l'Allemagne... Une attaque de la France, sans le soutien britannique, et avec l'éventualité que l'assaut finisse dans une impasse face à nos fortifications du front ouest, était très peu probable. Nous n'avions pas non plus à nous attendre à une marche de la France à travers la Belgique et les Pays-Bas sans le soutien britannique. »

Hitler pensait qu'en réduisant le soutien allemand à Franco en Espagne, la guerre qui s'y déroulait serait prolongée, et qu'en encourageant l'Italie à rester en Espagne, en particulier dans les îles Baléares, les troupes de l'armée coloniale française en Afrique ne pourraient pas traverser la mer Méditerranée pour intervenir en Europe, et que la France et la Grande-Bretagne seraient tellement restreintes par l'Italie en Méditerranée qu'elles ne réagiraient pas contre l'Allemagne concernant la Tchécoslovaquie et l'Autriche. En fait, Hitler était tellement sûr de la perspective d'une guerre en 1938, avec la Grande-Bretagne et la France d'un côté et l'Italie de l'autre, qu'il pensait que l'Allemagne pourrait conquérir la Tchécoslovaquie et l'Autriche la même année.

Pour Blomberg, Fritsch et Neurath, ces idées étaient tout bonnement inacceptables. Ils é mirent des objections en avançant que le réarmement de l'Allemagne était si rétrograde qu'ils n'avaient aucune division motorisée capable de se déplacer, qu'il n'y avait aucune raison de s'attendre à une guerre anglo-franco-italienne en 1938, que l'Italie, dans le cas d'une telle guerre, n'occuperait que vingt divisions françaises, en laissant suffisamment pour attaquer l'Allemagne, et qu'une telle attaque serait très dangereuse, car les fortifications allemandes sur la frontière ouest étaient « insignifiantes ». Hitler avait écarté ces objections. Il avait « répété ses déclarations précédentes, affirmant qu'il était convaincu de la non-participation de la Grande-Bretagne, et que, par conséquent, il ne croyait pas probable que la France engage le combat contre l'Allemagne. »

Comme Blomberg, Fritsch et Neurath s'étaient opposés à lui lors de cette conférence de novembre 1937, Hitler les fit remplacer par trois subordonnés plus souples lors d'un coup d'État soudain, le 4 février 1938. Hitler prit lui-même le poste de ministre de la Guerre et de commandant en chef des armées, avec le gé-

néral Wilhelm Keitel en chef d'état-major des forces armées du Reich. Neurath fut remplacé comme ministre des Affaires étrangères par le fanatique Ribbentrop. Dirksen, un homme très doué, fut envoyé à Londres comme ambassadeur, mais ses compétences étaient gâchées, puisque Ribbentrop ne prêtait pas attention à ses rapports et à ses avertissements fondés.

Pendant ce temps, le gouvernement britannique, en particulier le petit groupe chargé du contrôle des affaires étrangères, était arrivé à une décision en sept points concernant l'attitude à adopter face à l'Allemagne :

L'Allemagne de Hitler était le rempart de première ligne contre la propagation du communisme en Europe.

Un pacte entre les quatre puissances que sont la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et l'Allemagne afin d'éradiquer toute influence russe d'Europe était le but ultime, par conséquent, la Grande-Bretagne n'avait pas la moindre envie d'affaiblir l'Axe Rome-Berlin, mais le voyait avec l'entente franco-anglaise comme la base d'une Europe stable.

La Grande-Bretagne ne voyait aucune objection à ce que l'Allemagne s'empare de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie et de Dantzig.

L'Allemagne ne devait pas avoir recours à la force pour arriver à ses buts en Europe, car cela précipiterait une guerre au cours de laquelle la Grande-Bretagne devrait intervenir à cause de la pression de l'opinion publique présente dans le système d'alliances en France et en Grande-Bretagne, sans se précipiter, l'Allemagne pouvait atteindre ses objectifs sans utiliser la force.

La Grande-Bretagne voulait un accord avec l'Allemagne, limitant le nombre et l'utilisation d'avions de bombardement.

La Grande-Bretagne était prête à donner à l'Allemagne des colonies en Afrique centrale et du sud, dont le Congo belge et l'Angola portugais, si l'Allemagne renonçait à son envie de récupérer le Tanganyika, qui avait été pris à l'Allemagne en 1919, et si elle signait un accord international disant qu'elle gouvernerait ces régions en respectant les droits des autochtones, avec une politique économique de « portes ouvertes », et sous une forme de supervision internationale comme les mandats.

La Grande-Bretagne mettrait la pression sur la Tchécoslovaquie et la Pologne pour qu'elles négocient avec l'Allemagne et qu'elles soient conciliantes avec les demandes allemandes.

On devrait ajouter un huitième point aux sept précédents : la Grande-Bretagne doit se réarmer afin de maintenir sa position dans ce « monde des trois blocs » et pour dissuader l'Allemagne d'utiliser la force afin de créer son bloc en Europe. Parmi les défenseurs de ce point, on trouvait Chamberlain, qui développa l'armée de l'air britannique qui sauva la Grande-Bretagne en 1940, et le groupe de la Table ronde dirigé par lord Lothian, Edward Grigg et Leopold Amery, qui avaient mis en place une campagne pour instaurer le service militaire obligatoire.

Les sept premiers points furent répétés à l'Allemagne par plusieurs porte-parole à partir de 1937. On en trouve aussi la mention dans de nombreux documents pu-

bliés récemment, dont les archives du ministère des Affaires étrangères allemand, les documents du ministère des Affaires étrangères britannique, et de nombreux extraits de journaux et autres documents personnels, en particulier les extraits du journal de Neville Chamberlain et les lettres adressées à sa sœur. Parmi de nombreuses autres occasions, ces points étaient évoqués dans les affaires suivantes : (a) dans une conversation entre lord Halifax et Hitler, à Berchtesgaden, le 17 novembre 1938 ; (b) dans une lettre de Neville Chamberlain à sa sœur, le 26 novembre 1937 ; (c) dans une conversation entre Hitler, Ribbentrop, et l'ambassadeur britannique (sir Nevile Henderson) à Berlin, le 3 mars 1938 ; (d) dans une suite de discussions entre lord Halifax, Ribbentrop, sir Thomas Inskip (ministre de la Défense britannique), Erich Kordt (assistant de Ribbentrop) et sir Horace Wilson (le représentant personnel de Chamberlain) à Londres, les 10 et 11 mars 1938 ; et (e) dans une conférence de Neville Chamberlain avec plusieurs journalistes américains, tenue dans la maison de lord Astor, le 10 mai 1938. De plus, des extraits de ces sept points étaient mentionnés dans des vingtaines de conversations et de documents qui sont maintenant disponibles.

Certains aspects significatifs de celles-ci devraient être soulignés. D'abord, malgré les efforts britanniques continus qui durèrent plus de deux ans, Hitler avait rejeté l'Angola et le Congo et avait exigé de récupérer les colonies allemandes perdues en 1919. En 1939, l'Allemagne refusa constamment de négocier sur ce point et finit même par refuser de reconnaître les tentatives de discussions de la Grande-Bretagne. Ensuite, tout au long de ces documents, les Anglais firent une distinction nette entre les objectifs de l'Allemagne et ses méthodes. Ils ne voyaient pas d'objection aux objectifs de l'Allemagne en Europe, mais ils insistaient sur le fait qu'elle ne devait pas utiliser la force pour y parvenir à cause du risque d'une guerre. Cette distinction était acceptée par les diplomates allemands et par les soldats professionnels allemands, qui voulaient atteindre les objectifs de l'Allemagne pacifiquement, mais cette distinction n'était pas acceptée par les dirigeants du parti nazi, particulièrement par Hitler, Ribbentrop et Himmler, qui étaient trop impatients et voulaient se prouver à eux-mêmes ainsi qu'au monde que l'Allemagne était suffisamment puissante pour obtenir ce qu'elle voulait sans avoir à attendre l'autorisation de qui que ce soit.

Ces barbares pensaient que la Grande-Bretagne et la France étaient si « décadentes » qu'elles se battraient pour n'importe quoi, et ne voyaient pas le rôle que jouait l'opinion publique en Grande-Bretagne. Ces pensées renforcèrent leur attitude. Convaincus que le groupe gouvernant en Grande-Bretagne voulait que l'Allemagne prenne l'Autriche, la Tchécoslovaquie et Dantzig, ils ne pouvaient pas comprendre pourquoi un tel accent était mis sur l'utilisation de méthodes pacifiques, et ils ne voyaient pas en quoi l'opinion publique britannique pourrait forcer son gouvernement à partir en guerre sur ce point alors que le gouvernement britannique avait été très clair sur le fait que la dernière chose qu'il voulait était une guerre. Cette erreur venait du fait que les nazis n'avaient aucune idée de comment un gouvernement démocratique fonctionnait, n'avaient de respect ni

pour l'opinion publique ni pour la presse libre, et leur erreur se trouvait renforcée par la faiblesse de l'ambassadeur britannique à Berlin (Henderson) et par les liens de Ribbentrop avec le *Cliveden Set* en Grande-Bretagne lorsqu'il avait été ambassadeur là-bas de 1936 à 1938.

Troisièmement, le gouvernement britannique ne pouvait pas reconnaître publiquement l'existence de ces « sept points », car l'opinion publique britannique les aurait jugés inacceptables. Par conséquent, ces points devaient rester secrets, excepté pour quelques « ballons d'essai » publiés dans *The Times*, lors de discours à la Chambre des Communes ou à la Chatham House, dans des articles de *The Round Table* et dans des indiscretions délibérées afin de préparer le terrain pour ce qui se mettait en place. Afin de convaincre le peuple britannique d'accepter ces points, un par un, au fur et à mesure de leur complétion, le gouvernement britannique répandit la rumeur selon laquelle l'Allemagne était armée jusqu'aux dents et que l'opposition à l'Allemagne était minime.

Cette propagande fit sa première apparition dans les épanchements du groupe de la Table ronde, dont le chef, lord Lothian, avait rendu visite à Hitler en janvier 1935, et avait promu ce programme en sept points dans *The Times*, dans *The Round Table*, à la Chatham House, à All Souls, et à lord Halifax. Dans le numéro de décembre 1937 de *The Round Table*, où quasiment tous les sept points dont Halifax venait de discuter avec Hitler étaient mentionnés, l'idée d'une guerre pour restreindre les ambitions de l'Allemagne en Europe était rejetée, car son « résultat était incertain » et que cela « impliquerait des catastrophes nationales inacceptables. » En faisant la somme des effectifs de forces militaires dans le cas d'une telle guerre, l'Allemagne sortait prépondérante, en omettant aussi bien la Russie que la Tchécoslovaquie et en estimant que l'armée française n'était qu'aux deux tiers de l'effectif de l'armée allemande et en estimant que l'armée britannique avait moins de trois divisions. Au printemps 1938, cette vision complètement erronée de la situation fut diffusée par le gouvernement même.

Pendant des années, avant juin 1938, le gouvernement affirmait que le réarmement britannique avançait à un rythme satisfaisant. Churchill et d'autres remirent cela en question, et fournirent des statistiques sur le réarmement allemand pour démontrer que le progrès britannique dans ce domaine n'était pas suffisant. Ces statistiques (qui étaient erronées) furent rejetées par le gouvernement, et ces derniers défendirent leur méthode de réarmement. Aussi tard qu'en 1938, Chamberlain annonça que l'armement britannique était tel que cela pouvait faire passer la Grande-Bretagne pour une « puissance presque terrifiante... aux yeux du reste du monde ». Mais, au fil de l'année, le gouvernement changea grandement d'attitude. Afin de persuader l'opinion publique qu'il était nécessaire de céder à l'Allemagne, le gouvernement et ses partisans prétendaient que l'armement britannique faisait pâle figure comparé à celui de l'Allemagne.

Nous savons désormais, grâce aux documents saisis du ministère de la Guerre allemand, que c'était une grossière exagération. De 1936 au déclenchement de la guerre en 1939, la production aérienne allemande n'avait pas été augmentée, mais en

moyenne, 425 avions en tous genres étaient produits par mois (y compris des avions commerciaux). La production de blindés était faible, et même en 1939, était inférieure à celle de la Grande-Bretagne. Les neuf premiers mois de 1939, l'Allemagne ne produisait que 50 tanks par mois, au cours des quatre derniers mois de 1939, en période de guerre, l'Allemagne produisait 247 « tanks et canons automoteurs », comparés aux 314 tanks produits par la Grande-Bretagne sur la même période. Au moment de la crise de Munich en 1938, l'Allemagne disposait de 35 divisions d'infanterie et de quatre divisions motorisées, aucune d'entre elles n'avait un effectif complet ou n'était entièrement équipée. À ce moment, la Tchécoslovaquie pouvait mobiliser au moins 33 divisions. De plus, l'armée tchèque était mieux entraînée, avait un équipement supérieur, un meilleur moral et de meilleures fortifications. Les tanks allemands de cette époque pesaient tous moins de dix tonnes et étaient équipés de mitrailleuses, à l'exception de quelques tanks de 18 tonnes (les Mark III) armés de canons de 37mm. Les Tchèques avaient des centaines de tanks de 38 tonnes armés de canons de 75mm. En mars 1939, quand l'Allemagne envahit la Tchécoslovaquie, elle en captura 469, ainsi que 1500 avions, 43 000 mitrailleuses et près d'un million de fusils. À tout point de vue, c'était légèrement moins que ce dont l'Allemagne disposait à Munich, et, si le gouvernement britannique l'avait voulu, les 39 divisions allemandes à Munich, potentiellement aidées par la Pologne et la Hongrie, se seraient retrouvées opposées aux 34 divisions tchèques avec le soutien de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie.

Avant d'en terminer avec ce sujet, il peut être intéressant de mentionner que l'Allemagne, en 1930, avait commencé la production d'un tank de 23 tonnes armé de canons de 75mm, le Mark IV, mais en ajoutant les Mark III et les Mark IV, on ne décomptait que 300 unités lors de la déclaration de guerre, en septembre 1939. De plus, elle avait obtenu à cette date 2700 Mark I et Mark II, des tanks de qualité inférieure dont 25 % tombaient en panne chaque semaine. À la même date (septembre 1939), l'armée de l'air allemande comptait 1000 bombardiers et 1050 avions de chasse. Pour contraster, le programme aérien britannique lancé en mars 1934, qui se concentrait sur les avions de chasse, devait aligner une force de première ligne de 900 avions. Cela s'intensifia, sous la demande insistante de Chamberlain, et le programme de mai 1938 prévit de fournir une force de première ligne de 2370 avions. Ce nombre fut à nouveau augmenté en 1939. La Grande-Bretagne produisit près de 3000 avions « militaires » en 1938 et près de 8000 en 1939, comparé aux 3350 avions de « combat » produits par l'Allemagne en 1938 et aux 4733 en 1939. De plus, la qualité des avions britanniques était supérieure à celle des avions allemands. C'est grâce à cette différence que la Grande-Bretagne réussit à vaincre l'Allemagne lors de la bataille d'Angleterre en septembre 1940.

En se basant sur ces faits, il paraît évident que la Grande-Bretagne n'avait pas cédé devant des forces supérieures en 1938, comme cela fut annoncé à l'époque et, par la suite, par de nombreux écrivains, y compris Winston Churchill, dont les mémoires de guerre ont été écrits deux ans après la saisie des archives de la *Reichswehr*. Nous avons la preuve que le gouvernement Chamberlain savait tout ceci, mais donnait

constamment l'impression du contraire et que lord Halifax était allé si loin qu'il avait lancé un appel à la manifestation pour les attachés militaires à Prague et Paris.

Le gouvernement Chamberlain avait clairement fait comprendre à l'Allemagne, à la fois publiquement et en privé, qu'il ne s'opposerait pas à ses projets. Comme Dirksen l'écrivit à Ribbentrop, le 8 juin 1938, « Tout ce que vous pouvez obtenir sans tirer le moindre coup de feu respecte l'accord avec la Grande-Bretagne. » Par conséquent, il était évident que la Grande-Bretagne ne s'opposerait pas à l'annexion de l'Autriche, bien qu'elle ait sans cesse appelé à ne pas utiliser la force. En février 1938, sir John Simon et Chamberlain annoncèrent à la Chambre des Communes que ni la Société des Nations ni la Grande-Bretagne ne pouvait aider l'Autriche à garder son indépendance. Le 12 février, Hitler dit à Schuschnigg que lord Halifax avait donné son accord « pour tout ce qu'il [Hitler] avait fait en rapport à l'Autriche et aux Sudètes ». Le 3 mars, Nevile Henderson dit à Hitler que les changements en Europe étaient acceptables tant qu'ils étaient effectués sans « le libre jeu de la contrainte forcée », et qu'il s'était personnellement « exprimé à de nombreuses reprises en faveur de l'*Anschluss* ». Enfin, le 7 mars, alors que la crise atteignait son sommet, Chamberlain refusa à la Chambre des Communes de se porter garant pour l'Autriche ou quelque autre petit pays. Cette déclaration fut faite sous les applaudissements des partisans du gouvernement. Le lendemain, le ministère des Affaires étrangères envoya un message à ses missions diplomatiques en Europe dans lequel il déclarait « ne pas pouvoir garantir la protection » de l'Autriche. Cela montrait si clairement à Hitler que la Grande-Bretagne n'interviendrait pas, que dans ses ordres d'invasion de l'Autriche, il enjoignait aussi les forces de défense sur les autres frontières allemandes à ne pas prendre de précautions (le 11 mars 1938). En fait, Hitler était bien plus inquiet en ce qui concerne l'Italie que pour la Grande-Bretagne ou la France, malgré l'accord passé avec Mussolini en septembre 1937 dans lequel il s'engageait à aider l'Allemagne à atteindre ses objectifs en Autriche en échange du soutien allemand pour ses propres ambitions en Méditerranée.

Bien que la scène internationale eût été mise en place, l'invasion et l'annexion ne se seraient pas passées en mars si certaines conditions n'avaient pas été remplies en Autriche, en particulier la détermination de Schuschnigg d'empêcher le déroulement du plan Keppler pour la pénétration nazie du gouvernement autrichien. Dès qu'il prolongeait une concession, il en retirait une autre, afin de faire de la situation nazie une farce. Enfin, Papen persuada Schuschnigg de rendre visite à Hitler à Berchtesgaden le 12 février 1938. Là-bas, le chancelier autrichien se fit réprimander par un Hitler furieux et fut forcé de signer un nouvel accord qui aidait sérieusement à remplir le plan Keppler. Bien qu'aucun ultimatum ne fût donné à Schuschnigg, il apparaissait évident que, si les moyens pacifiques ne fonctionnaient pas, on aurait recouru aux moyens martiaux. Schuschnigg promit (1) de nommer Seyss-Inquart, un nazi, ministre de la Sécurité et de lui donner le contrôle illimité des forces de police en Autriche; (2) de faire libérer de prison et de rétablir tous les nazis qui étaient emprisonnés à leurs positions, y compris les rebelles de juillet



Merci d'avoir lu l'aperçu de ce livre.
Nous espérons sincèrement que vous
l'avez apprécié. Retrouvez-nous sur :

<https://www.discoverypublisher.com/fr>



Discovery
Publisher

Discovery Publisher is a multimedia publisher whose mission is to inspire and support personal transformation, spiritual growth and awakening. We strive with every title to preserve the essential wisdom of the author, spiritual teacher, thinker, healer, and visionary artist.

TRAGÉDIE & ESPOIR

L'HISTOIRE CONTEMPORAINE DE NOTRE MONDE

Tome II : du bouleversement de l'Europe
au futur en perspective

T*ragédie et Espoir : l'histoire contemporaine de notre monde* du professeur Carroll Quigley est l'ultime accession au sein de l'élite mondiale qui a impacté presque tous les événements historiques modernes. Découvrez comment l'élite financière a pu établir et maintenir son pouvoir sur le monde. Ce récit fournit un historique mondial détaillé allant de la révolution industrielle, de l'impérialisme, à la montée du communisme, en passant par deux guerres mondiales et une dépression économique globale.

Tragédie et Espoir est d'une part l'ouvrage qui fait autorité sur l'étude de la structure des puissances mondiales, mais aussi une ressource essentielle pour comprendre l'histoire, les enjeux et les actions vers le Nouvel Ordre mondial.

« L'espoir de notre futur repose sur la reconnaissance du fait que la guerre et la dépression économique sont créées par l'homme, et ne sont pas nécessaires. Elles peuvent être évitées à l'avenir en se détournant des caractéristiques du XIX^e siècle—le matérialisme, l'égoïsme, les fausses valeurs, l'hypocrisie, et les vices secrets—pour retourner à d'autres caractéristiques que notre société occidentale a toujours considérées comme des vertus : la générosité, la compassion, la coopération, la rationalité, et la prévoyance, et pour donner un plus grand rôle dans la vie des hommes à l'amour, la spiritualité, la charité, et l'autodiscipline. »

—Professeur Carroll Quigley



never been before • never seen before

ISBN 978-1-78894-563-9



9 781788 945639

New York • Paris • Dublin • Tokyo • Hong Kong

d i s c o v e r y p u b l i s h e r ■ c o m